

## Évolutions monétaires à la Martinique au 30 juin 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèseront probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...]. Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. ».

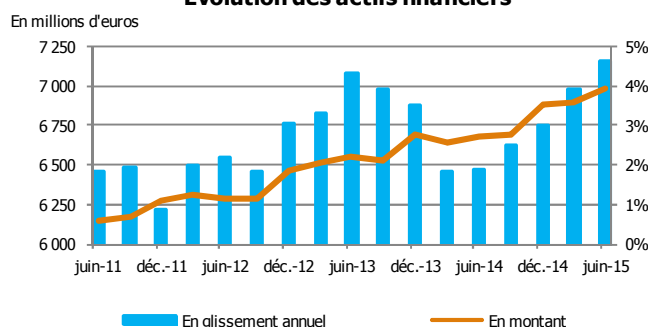
### NOUVELLE AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE À LA MARTINIQUE

Alors que la fin de l'année 2014 avait été marquée par un net regain de l'activité financière, le premier semestre de l'année 2015 se caractérise par une croissance plus modérée du volume d'activité bancaire.

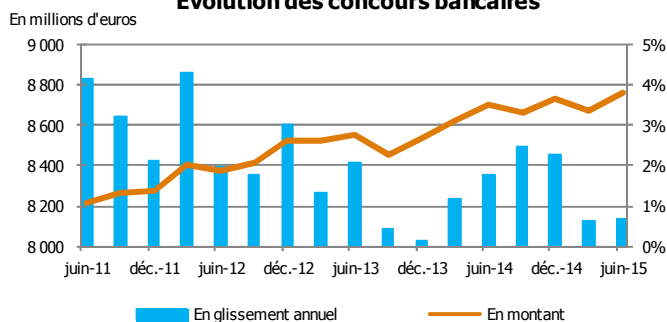
Au 30 juin, **l'encours sain de crédits** progresse à 8,2 milliards d'euros (+59 millions d'euros, soit +0,7 % sur un an). Toutes les principales catégories d'agents contribuent à la bonne orientation de l'activité de financement, puisque l'encours de crédits augmente tant pour les entreprises que pour les ménages et les collectivités locales (respectivement +1,6 %, +2,6 % et +2,4 % sur un an).

**La collecte de dépôts** atteint, pour sa part, 7,0 milliards d'euros (+307 millions d'euros, soit +4,6 % sur un an). La croissance des actifs financiers est attribuable à l'ensemble des agents économiques (+13,6 % pour les entreprises, +1,7 % pour les ménages et +11,3 % pour les autres agents sur un an).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires

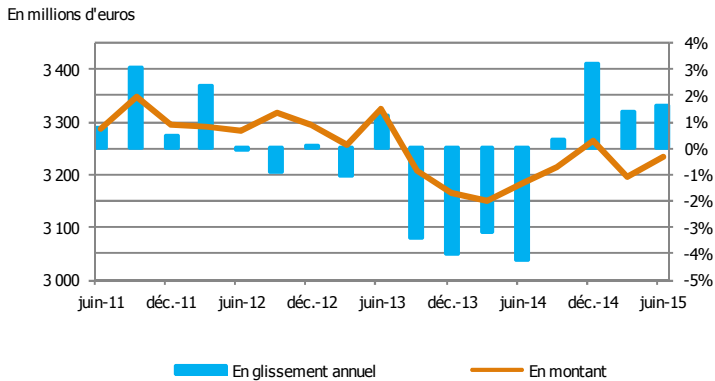


# BONNE ORIENTATION DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

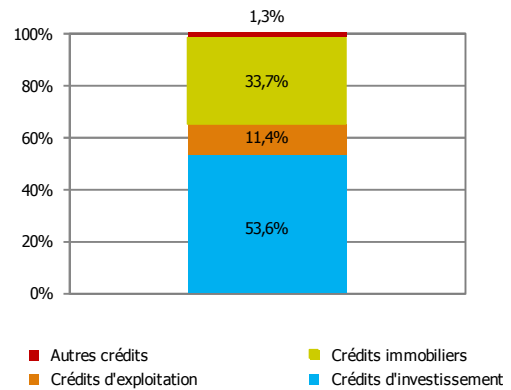
## Progression des crédits aux entreprises

Au 30 juin 2015, l'encours sain de crédits aux entreprises s'établit à 3,2 milliards d'euros, soit 39,6 % de l'encours sain global. En dépit d'un léger repli enregistré au premier semestre (-32 millions d'euros, soit -1,0 %), il s'inscrit en progression sur un an (+51 millions d'euros, soit +1,6 %).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



L'augmentation de l'encours de crédits aux entreprises est essentiellement due aux **crédits d'investissement**, qui repartent à la hausse (+7,4 % sur un an, après +0,0 % en juin 2014 et -1,4 % en juin 2013). Ces derniers retrouvent ainsi un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2010.

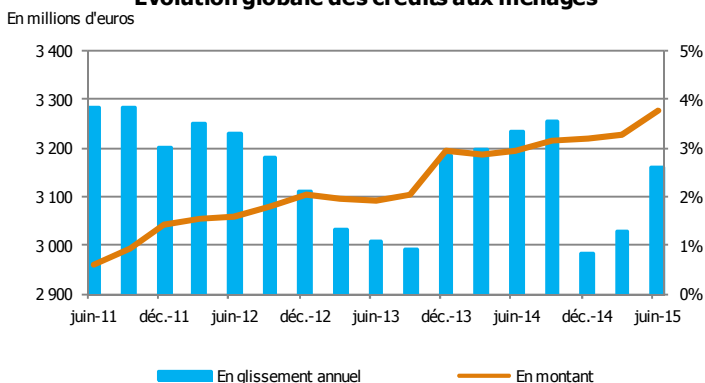
Les **crédits immobiliers** accordés aux entreprises sont également bien orientés sur douze mois (+1,4 %). En revanche, en glissement semestriel, l'encours diminue de 2,1 %.

Pour leur part, les **crédits d'exploitation** affichent un net repli (-19,3 % sur un an). Les comptes ordinaires débiteurs se contractent de façon très marquée (-39,8 % sur un an), ce recul étant progressif sur les quatre derniers trimestres. Les crédits de trésorerie, à l'inverse, croissent (+2,5 % sur un an), mais insuffisamment pour inverser la tendance baissière des crédits d'exploitation.

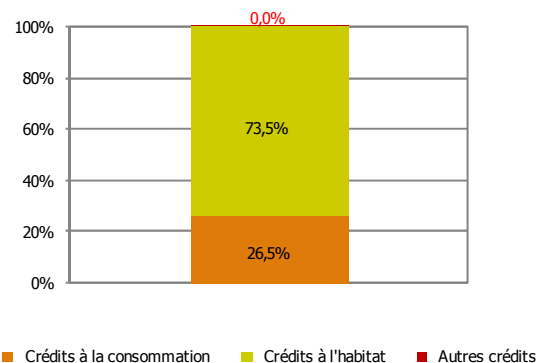
## Sensible hausse des crédits aux ménages

L'encours sain de crédits aux ménages s'élève à 3,3 milliards d'euros au 30 juin 2015 et représente ainsi 40,2 % de l'encours sain global. Il progresse tant sur un an (+83 millions d'euros, soit +2,6 %) que sur six mois (+58 millions d'euros, soit +1,8 %).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Cette évolution est principalement liée à celle des **crédits à l'habitat**, qui enregistrent une nouvelle hausse (+2,4 % sur un an) pour atteindre 2,4 milliards d'euros, le plus haut niveau enregistré depuis 1998. Ils constituent désormais 73,5 % de l'encours des ménages et 29,5 % de l'encours sain global. Les ménages continuent de profiter des conditions de financement avantageuses.

Par ailleurs, les **crédits à la consommation**, qui observaient une tendance globale baissière depuis plusieurs années, repartent à la hausse (+3,1 % sur un an). Les importations de biens d'équipement électriques et ménagers sont en augmentation (+5,5 % en glissement annuel, données CVS), alors que les crédits de trésorerie et les comptes ordinaires débiteurs progressent (respectivement +3,7 % et +5,6 % sur un an).

## Augmentation des crédits aux collectivités locales

L'encours de crédits aux collectivités locales s'établit à 1,2 milliard d'euros au 30 juin 2015, en hausse sur un an (+27 millions d'euros, soit +2,4 %). Quasiment exclusivement constitué de **crédits d'investissement** (97,0 %), il représente 14,3 % de l'encours sain global.

## Repli des crédits aux autres agents

L'encours sain de crédits aux autres agents enregistre un recul significatif (-102 millions d'euros, soit -17,4 % sur un an), limitant en conséquence la progression de l'encours sain global. Pour mémoire, l'encours avait été particulièrement important en juin 2014, en raison de la croissance ponctuelle des comptes ordinaires débiteurs d'une unique contrepartie.

## Taux de sinistralité en léger recul

Les **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit installés localement atteignent 553 millions d'euros au 30 juin 2015, en hausse de 0,7 % en glissement annuel. Toutefois, le taux de créances douteuses diminue à 6,8 % (-0,1 point sur un an), tandis que le taux de provisionnement s'améliore à 54,2 % (+1,8 point sur un an).

## PROGRESSION MARQUÉE DES ACTIFS FINANCIERS

La croissance de l'encours total des actifs financiers est soutenue sur un an (+4,6 %) mais s'avère hétérogène selon les types de placements.

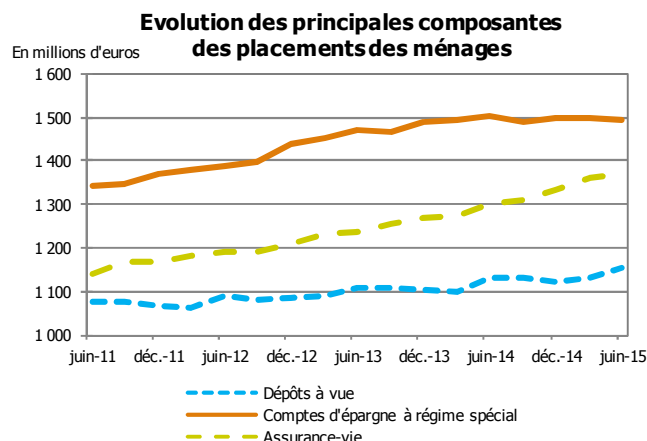
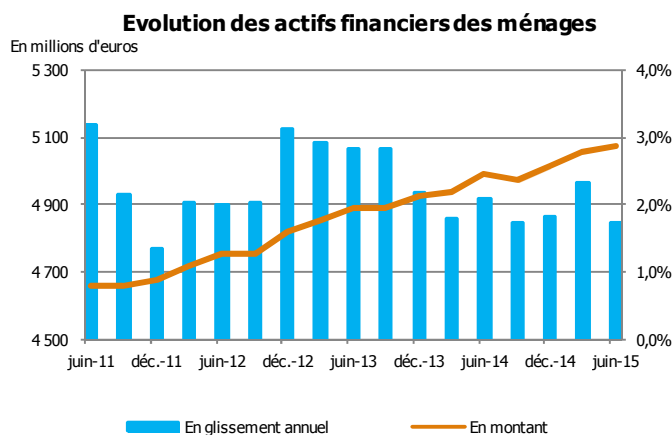
Les **dépôts à vue** enregistrent la hausse la plus importante sur un an (+192 millions d'euros, soit +9,2 %). L'augmentation est nettement moins forte sur le semestre (+36 millions d'euros, soit +1,6 %), la progression étant principalement observée sur la deuxième partie de l'année 2014.

La hausse des **placements liquides ou à court terme** est plus modérée (+29 millions d'euros, soit +1,2 % sur un an). Les comptes d'épargne à régime spécial sont bien orientés (+1,7 %), en lien avec les bonnes performances sur les livrets ordinaires (+3,9 %) et les livrets de développement durable (+7,3 %), tandis que les placements indexés sur les taux de marché n'affichent qu'une très légère augmentation (+0,2 %).

L'**épargne à long terme** progresse, pour sa part, sensiblement (+87 millions d'euros, soit +3,9 % sur un an), sous l'effet d'une évolution favorable des cours boursiers (CAC 40 en hausse de 8,3 % entre juin 2014 et juin 2015). En particulier, le montant global des contrats d'assurance-vie continue de croître de façon régulière (+5,4 % sur un an, +2,8 % sur le semestre).

## Hausse de l'épargne des ménages

Avec 5,1 milliards d'euros, les ménages détiennent l'essentiel des actifs financiers de la place (72,7 %). Leurs dépôts enregistrent une hausse en juin 2015, à la fois sur un an (+86 millions d'euros, soit +1,7 %) et sur six mois (+61 millions d'euros, soit +1,2 %).



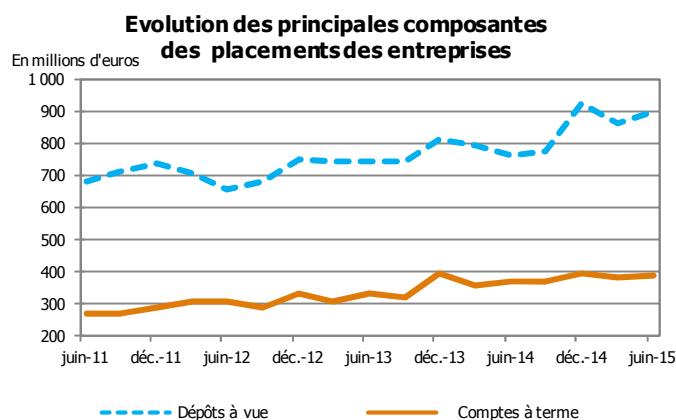
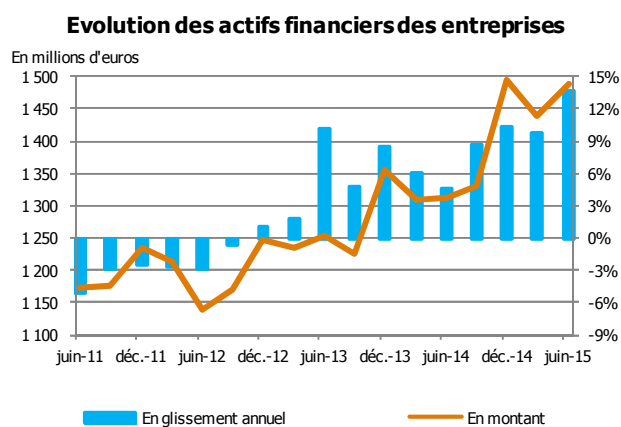
Les **dépôts à vue** des ménages augmentent en glissement annuel (+2,3 %), la hausse observée au premier semestre 2015 (+3,1 %) permettant de compenser le repli intervenu en fin d'année 2014 (-0,8 % entre juin et décembre 2014).

En revanche, les **placements liquides ou à court terme** accusent une baisse (-1,1 % sur un an), en lien notamment avec le recul de l'encours des livrets ordinaires (-2,3 %) et des comptes créditeurs à terme (-6,7 %). Le livret de développement durable est le seul placement liquide ou à court terme bien orienté (+7,3 %).

L'épargne à long terme enregistre la variation la plus importante (+3,9 % sur un an), soutenue par la hausse de ses deux principales composantes, les plans d'épargne logement (+5,8 %) et les contrats d'assurance-vie (+5,4 %).

## Croissance des actifs des entreprises

Les actifs des entreprises progressent sensiblement sur un an (+178 millions d'euros, soit +13,6 %), en dépit d'un léger repli sur le premier semestre 2015 (-5 millions d'euros, soit -0,3 %). Ils s'établissent à 1,5 milliard d'euros, soit 21,3 % de l'ensemble des dépôts.



Les **dépôts à vue** enregistrent une hausse soutenue (+17,7 % sur un an), d'autant qu'il s'agit de la principale composante des actifs des entreprises (60,3 %). Ils s'inscrivent, certes, en retrait sur le premier semestre 2015 (-2,4 %), mais ils avaient connu une croissance importante en fin d'année 2014 (+20,6 % sur six mois).

Par ailleurs, les **placements liquides ou à court terme** augmentent de façon significative (+8,7 % sur un an). Les placements indexés sur les taux de marché, incluant les comptes créditeurs à terme, progressent (+4,3 %) et demeurent les produits préférés des entreprises. L'encours des comptes d'épargne à régime spécial, bien que peu élevé, affiche une nette hausse (+78,7 % sur un an).

Enfin, l'**épargne à long terme**, qui représente une part marginale des actifs des entreprises (3,6 %), se maintient (+0,2 % sur un an).

## Augmentation des placements des autres agents

Au 30 juin 2015, les actifs financiers des autres agents s'établissent à 0,4 milliard d'euros, soit 6,0 % de l'ensemble des actifs. Ils sont orientés à la hausse (+43 millions d'euros, soit +11,3 % sur un an), en lien avec la progression des **dépôts à vue** (+15,5 %) et, dans une moindre mesure, de l'**épargne à long terme** (+32,2 %).

### MÉTHODOLOGIE

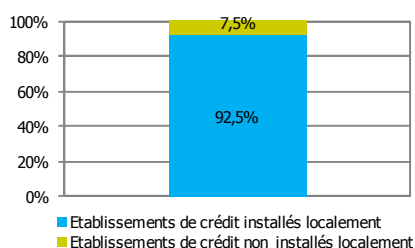
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

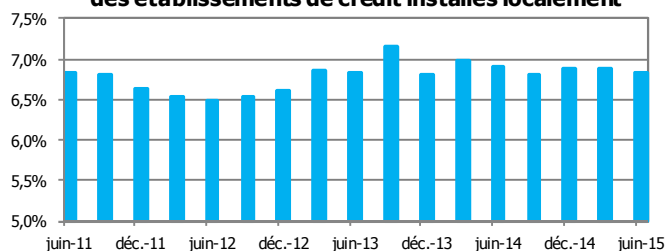
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	394,7	492,6	541,2	456,5	441,5	416,5	358,2	368,6	-11,5%	-19,3%
<i>Créances commerciales</i>	26,0	22,8	23,1	19,2	20,8	18,1	16,1	18,6	2,8%	-3,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	191,2	190,4	179,7	158,6	166,9	160,9	148,8	162,6	1,0%	2,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	47,9	44,2	39,6	38,7	36,4	36,9	37,4	37,6	1,9%	-2,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	197,8	253,0	298,7	242,7	220,7	194,4	163,2	146,1	-24,8%	-39,8%
<i>Affacturation</i>	42,0	26,5	39,7	36,1	33,0	43,2	30,1	41,3	-4,2%	14,6%
Crédits d'investissement	1 688,1	1 636,8	1 616,4	1 614,3	1 642,6	1 699,2	1 689,8	1 734,1	2,1%	7,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 480,3	1 460,0	1 433,6	1 435,6	1 452,3	1 508,3	1 495,8	1 542,8	2,3%	7,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	125,3	85,9	73,3	68,2	66,6	42,7	40,9	39,8	-6,9%	-41,7%
<i>Crédit-bail</i>	207,7	176,7	182,8	178,8	190,3	191,0	194,0	191,3	0,2%	7,0%
Crédits immobiliers	1 110,1	1 108,8	1 123,2	1 074,7	1 094,9	1 113,6	1 109,5	1 089,9	-2,1%	1,4%
Autres crédits	31,1	45,0	43,3	36,9	36,6	35,9	37,8	40,4	12,4%	9,4%
<b>Encours sain</b>	<b>3 286,2</b>	<b>3 283,2</b>	<b>3 324,1</b>	<b>3 182,4</b>	<b>3 215,6</b>	<b>3 265,2</b>	<b>3 195,2</b>	<b>3 233,0</b>	<b>-1,0%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	894,6	888,3	853,8	841,9	846,9	853,5	855,4	868,1	1,7%	3,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	806,4	800,1	774,9	766,7	769,8	782,3	785,4	795,2	1,6%	3,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	48,9	49,6	47,4	50,1	52,5	46,9	48,3	52,9	12,8%	5,6%
<i>Crédit-bail</i>	39,2	38,7	31,5	25,2	24,6	24,3	21,6	20,1	-17,5%	-20,2%
Crédits à l'habitat	2 065,9	2 169,2	2 237,6	2 352,6	2 367,3	2 365,7	2 372,7	2 409,1	1,8%	2,4%
Autres crédits	1,3	2,2	1,1	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,1%	-17,7%
<b>Encours sain</b>	<b>2 961,8</b>	<b>3 059,8</b>	<b>3 092,4</b>	<b>3 195,3</b>	<b>3 214,9</b>	<b>3 219,9</b>	<b>3 228,8</b>	<b>3 277,8</b>	<b>1,8%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	24,5	31,3	27,8	29,6	23,2	36,2	34,7	34,6	-4,4%	16,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	22,9	28,6	24,2	25,0	20,2	35,6	33,4	33,5	-5,9%	33,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,7	2,7	3,6	4,6	3,0	0,6	1,3	1,1	85,3%	-75,0%
Crédits d'investissement	1 033,7	1 120,8	1 171,2	1 104,5	1 111,1	1 111,8	1 124,7	1 131,4	1,8%	2,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 033,2	1 120,5	1 171,1	1 104,5	1 111,1	1 111,8	1 124,7	1 131,3	1,8%	2,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	0,0	2,8	3,5	4,5	4,5	4,5	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>1 059,2</b>	<b>1 155,0</b>	<b>1 202,5</b>	<b>1 138,6</b>	<b>1 138,8</b>	<b>1 152,4</b>	<b>1 159,4</b>	<b>1 166,0</b>	<b>1,2%</b>	<b>2,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>375,9</b>	<b>359,6</b>	<b>375,8</b>	<b>584,8</b>	<b>502,9</b>	<b>499,2</b>	<b>495,3</b>	<b>483,3</b>	<b>-3,2%</b>	<b>-17,4%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 683,0</b>	<b>7 857,6</b>	<b>7 994,8</b>	<b>8 101,1</b>	<b>8 072,2</b>	<b>8 136,8</b>	<b>8 078,7</b>	<b>8 160,0</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,7%</b>
<i>dont ECNIL</i>	851,4	768,1	735,1	706,1	713,6	719,4	635,5	611,3	-15,0%	-13,4%
Créances douteuses brutes	532,8	519,4	554,7	598,3	585,2	592,1	595,7	599,8	1,3%	0,2%
<i>dont ECIL</i>	500,3	492,1	532,4	549,4	537,0	547,3	550,2	553,2	1,1%	0,7%
Créances douteuses nettes	214,0	239,0	241,8	284,7	275,7	263,5	271,3	274,8	4,3%	-3,5%
<i>dont entreprises</i>	146,9	164,7	160,9	179,9	167,8	154,4	163,5	168,4	9,1%	-6,4%
<i>dont ménages</i>	58,8	67,0	69,2	73,3	74,3	76,8	76,0	74,6	-2,8%	1,7%
Provisions	318,8	280,4	313,0	313,6	309,5	328,6	324,4	325,0	-1,1%	3,6%
<b>Encours total</b>	<b>8 215,8</b>	<b>8 376,9</b>	<b>8 549,6</b>	<b>8 699,5</b>	<b>8 657,5</b>	<b>8 729,0</b>	<b>8 674,4</b>	<b>8 759,8</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,7%</b>
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,5%	6,2%	6,5%	6,9%	6,8%	6,8%	6,9%	6,8%	0,1 pt	0,0 pt
<i>dont ECIL</i>	6,8%	6,5%	6,8%	6,9%	6,8%	6,9%	6,9%	6,8%	0,0 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,8%	54,0%	56,4%	52,4%	52,9%	55,5%	54,5%	54,2%	-1,3 pts	1,8 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>1 171,6</b>	<b>1 137,7</b>	<b>1 253,1</b>	<b>1 310,7</b>	<b>1 330,2</b>	<b>1 493,6</b>	<b>1 437,4</b>	<b>1 488,8</b>	<b>-0,3%</b>	<b>13,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>681,1</b>	<b>652,8</b>	<b>741,5</b>	<b>762,8</b>	<b>775,7</b>	<b>920,2</b>	<b>862,0</b>	<b>897,8</b>	<b>-2,4%</b>	<b>17,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>436,6</b>	<b>436,3</b>	<b>459,3</b>	<b>494,1</b>	<b>499,9</b>	<b>519,1</b>	<b>520,1</b>	<b>537,2</b>	<b>3,5%</b>	<b>8,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	14,7	18,3	8,6	29,3	45,7	37,5	41,7	52,3	39,3%	78,7%
Placements indexés sur les taux de marché	421,9	418,0	450,7	464,9	454,3	481,6	478,4	484,9	0,7%	4,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	266,8	304,7	330,4	368,4	366,1	391,3	382,5	384,8	-1,7%	4,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	91,0	94,4	115,4	86,3	76,4	75,9	78,4	78,7	3,8%	-8,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	63,7	18,6	4,5	9,8	11,5	14,4	17,5	21,3	48,4%	117,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>53,9</b>	<b>48,6</b>	<b>52,4</b>	<b>53,7</b>	<b>54,6</b>	<b>54,3</b>	<b>55,3</b>	<b>53,9</b>	<b>-0,9%</b>	<b>0,2%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	29,3	16,7	18,7	18,8	19,1	19,1	20,6	19,7	3,2%	5,1%
<b>Ménages</b>	<b>4 659,8</b>	<b>4 753,3</b>	<b>4 888,0</b>	<b>4 989,1</b>	<b>4 973,9</b>	<b>5 014,8</b>	<b>5 054,4</b>	<b>5 075,3</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 077,4</b>	<b>1 088,2</b>	<b>1 107,6</b>	<b>1 129,0</b>	<b>1 129,8</b>	<b>1 119,8</b>	<b>1 130,9</b>	<b>1 154,5</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 557,3</b>	<b>1 624,7</b>	<b>1 688,9</b>	<b>1 694,6</b>	<b>1 678,3</b>	<b>1 685,5</b>	<b>1 680,8</b>	<b>1 676,5</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-1,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 344,7	1 390,2	1 473,2	1 501,4	1 487,5	1 498,2	1 498,5	1 495,9	-0,2%	-0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	502,4	515,6	508,1	512,9	506,3	506,1	504,6	501,1	-1,0%	-2,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	495,0	528,2	588,2	602,7	596,4	601,0	599,5	598,1	-0,5%	-0,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,6	14,1	13,5	13,6	13,4	13,3	13,4	13,6	2,0%	0,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	70,1	64,4	58,4	50,9	50,6	51,0	50,6	50,2	-1,5%	-1,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	140,9	144,9	183,8	202,9	203,7	209,7	214,3	217,7	3,8%	7,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	121,8	123,0	121,2	118,5	117,2	117,1	116,1	115,2	-1,6%	-2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	212,6	234,5	215,7	193,2	190,7	187,3	182,3	180,6	-3,6%	-6,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	181,6	209,5	196,5	176,0	173,1	170,0	165,4	164,3	-3,4%	-6,7%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,6	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	-0,1%	9,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	29,4	23,5	18,1	16,1	16,5	16,1	15,7	15,1	-5,8%	-6,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 025,1</b>	<b>2 040,4</b>	<b>2 091,4</b>	<b>2 165,5</b>	<b>2 165,8</b>	<b>2 209,5</b>	<b>2 242,7</b>	<b>2 244,3</b>	<b>1,6%</b>	<b>3,6%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	526,7	531,5	536,3	549,9	554,4	571,2	578,1	581,6	1,8%	5,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	72,5	66,6	62,7	58,6	57,5	57,4	56,5	55,3	-3,6%	-5,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,4	4,5	5,1	5,8	5,6	5,7	5,5	6,2	9,3%	7,2%
<i>dont portefeuille-titres</i>	201,0	188,2	192,9	194,5	185,2	187,8	188,7	178,2	-5,1%	-8,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	80,1	59,6	56,4	55,3	54,3	53,2	54,8	51,0	-4,2%	-7,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 140,4	1 189,9	1 238,0	1 301,3	1 308,8	1 334,3	1 359,1	1 371,9	2,8%	5,4%
<b>Autres agents</b>	<b>317,6</b>	<b>393,1</b>	<b>413,0</b>	<b>377,8</b>	<b>386,3</b>	<b>378,0</b>	<b>403,5</b>	<b>420,3</b>	<b>11,2%</b>	<b>11,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>163,1</b>	<b>204,8</b>	<b>207,6</b>	<b>202,1</b>	<b>208,7</b>	<b>209,8</b>	<b>225,8</b>	<b>233,4</b>	<b>11,2%</b>	<b>15,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>135,9</b>	<b>166,5</b>	<b>171,7</b>	<b>152,1</b>	<b>154,1</b>	<b>143,6</b>	<b>152,3</b>	<b>155,7</b>	<b>8,5%</b>	<b>2,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	28,5	33,8	38,5	54,9	54,5	54,1	67,1	64,7	19,5%	17,8%
Placements indexés sur les taux de marché	107,3	132,7	133,3	97,2	99,6	89,4	85,1	91,1	1,8%	-6,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	82,2	88,9	101,2	74,4	79,4	70,9	64,8	69,6	-1,9%	-6,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>18,6</b>	<b>21,8</b>	<b>33,6</b>	<b>23,6</b>	<b>23,5</b>	<b>24,7</b>	<b>25,5</b>	<b>31,2</b>	<b>26,4%</b>	<b>32,2%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 149,0</b>	<b>6 284,2</b>	<b>6 554,1</b>	<b>6 677,6</b>	<b>6 690,4</b>	<b>6 886,5</b>	<b>6 895,2</b>	<b>6 984,4</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 921,6</b>	<b>1 945,8</b>	<b>2 056,7</b>	<b>2 093,9</b>	<b>2 114,3</b>	<b>2 249,7</b>	<b>2 218,7</b>	<b>2 285,7</b>	<b>1,6%</b>	<b>9,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 129,9</b>	<b>2 227,6</b>	<b>2 320,0</b>	<b>2 340,8</b>	<b>2 332,3</b>	<b>2 348,2</b>	<b>2 353,1</b>	<b>2 369,4</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 388,0	1 442,3	1 520,3	1 585,6	1 587,8	1 589,9	1 607,3	1 612,8	1,4%	1,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	522,2	544,7	536,1	570,6	581,5	577,8	590,8	593,1	2,6%	3,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	518,3	551,0	607,1	629,0	621,3	620,8	622,1	623,0	0,4%	-1,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,6	14,1	13,5	13,6	13,4	13,3	13,4	13,6	2,0%	0,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	70,1	64,4	58,4	50,9	50,6	51,0	50,6	50,2	-1,5%	-1,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	141,0	144,9	183,9	202,9	203,7	209,8	214,3	217,8	3,8%	7,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	121,9	123,0	121,3	118,6	117,3	117,1	116,2	115,2	-1,6%	-2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	741,9	785,3	799,7	755,2	744,6	758,3	745,8	756,5	-0,2%	0,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	530,6	603,1	628,2	618,8	618,6	632,2	612,7	618,7	-2,1%	0,0%
<i>dont bons de caisse</i>	10,0	6,6	1,7	1,7	1,8	1,2	1,2	1,2	-0,6%	-30,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	63,7	18,6	4,5	9,8	11,5	14,4	17,5	21,3	48,4%	117,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	137,6	157,0	165,3	124,8	112,7	110,5	114,4	115,3	4,4%	-7,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 097,5</b>	<b>2 110,8</b>	<b>2 177,4</b>	<b>2 242,8</b>	<b>2 243,8</b>	<b>2 288,6</b>	<b>2 323,4</b>	<b>2 329,3</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	526,9	531,8	536,6	550,2	554,7	571,5	578,6	582,0	1,8%	5,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	72,5	66,7	62,7	58,8	57,6	57,5	56,6	55,5	-3,6%	-5,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,4	4,5	5,1	5,8	5,6	5,7	5,5	7,2	26,9%	24,5%
<i>dont actions</i>	79,1	66,6	69,3	75,4	70,0	75,3	78,1	79,1	5,0%	4,9%
<i>dont obligations</i>	152,2	159,1	176,0	162,6	158,2	156,3	154,4	147,0	-5,9%	-9,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	120,4	88,5	86,9	85,8	86,0	84,9	88,1	83,7	-1,5%	-2,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 142,1	1 193,6	1 240,8	1 304,3	1 311,7	1 337,2	1 362,1	1 374,9	2,8%	5,4%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Octobre 2015